

i) le terme de ces emprunts ne devra en aucun temps excéder un (1) an;

j) l'échéance de ces emprunts ne pourra excéder le 30 juin 1997;

QUE la Société du Grand Théâtre de Québec soit autorisée à émettre des billets, des acceptations bancaires ou tout autre titre, et à signer tout document nécessaire, aux fins des emprunts effectués;

QUE lorsque l'emprunt est contracté auprès du ministre des Finances à titre de gestionnaire du Fonds de financement, la ministre de la Culture et des Communications, après s'être assurée que la Société n'est pas en mesure de rencontrer ses obligations sur l'un ou l'autre des emprunts à court terme, soit autorisée à verser à la Société les sommes requises pour suppléer à leur inexécution.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
MICHEL CARPENTIER

25298

Gouvernement du Québec

### **Décret 373-96, 27 mars 1996**

CONCERNANT l'octroi d'une subvention totalisant 3 509 800 \$ à la Société de la Place des Arts de Montréal

ATTENDU QUE la Société de la Place des Arts de Montréal est une corporation constituée par la Loi sur la Société de la Place des Arts de Montréal (L.R.Q., c. S-11.03);

ATTENDU QU'en vertu de l'article 23 de cette loi, le gouvernement peut déterminer les conditions de toute subvention qu'il accorde à la Société pour pourvoir, en totalité ou en partie, au paiement en capital et intérêts de tout emprunt ou autre obligation de la Société;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 25 de cette loi, l'exercice financier de la Société commence en septembre de chaque année et ne correspond pas à celui du gouvernement;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 32 de cette loi, les sommes reçues par la Société doivent être affectées au paiement de ses obligations et le solde en est versé annuellement au fonds consolidé du revenu;

ATTENDU QUE les obligations de la Société, pour équilibrer les revenus et les dépenses de fonctionnement, sont évaluées à 3 509 800 \$ pour son exercice financier 1995-1996, soit du 1<sup>er</sup> septembre 1995 au 31 août 1996 incluant un montant de 270 000 \$ pour la gestion de l'Amphithéâtre de Lanaudière de l'été 1995;

ATTENDU QU'il est possible pour le ministre de la Culture et des Communications de satisfaire ces besoins financiers sur deux exercices financiers gouvernementaux;

ATTENDU QUE le montant de la subvention de 1 762 300 \$ à verser au cours de l'exercice financier gouvernemental 1995-1996 couvre la période du 1<sup>er</sup> septembre 1995 au 31 mars 1996 de l'exercice financier de la Société et que le montant de la subvention de 1 747 500 \$ à verser au cours de l'exercice financier gouvernemental 1996-1997 couvre la période du 1<sup>er</sup> avril 1996 au 31 août 1996 de l'exercice financier de la Société;

ATTENDU QU'il y a lieu de prévoir le versement d'un acompte au début de l'exercice financier 1996-1997 de la Société afin de lui permettre de rencontrer ses obligations avant l'approbation de sa subvention finale pour 1996-1997;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre de la Culture et des Communications.

QUE la ministre de la Culture et des Communications soit autorisée à verser à la Société de la Place des Arts de Montréal:

— pour son exercice financier 1995-1996, soit du 1<sup>er</sup> septembre 1995 au 31 août 1996, une subvention de fonctionnement de 3 509 800 \$ dont 1 762 300 \$, incluant un montant de 270 000 \$ pour la gestion de l'Amphithéâtre de Lanaudière de l'été 1995, au cours de l'exercice financier gouvernemental 1995-1996 et 1 747 500 \$ au cours de l'exercice financier gouvernemental 1996-1997;

— le solde de 562 885 \$ de la subvention de 1 762 300 \$ autorisée au cours de l'exercice financier gouvernemental 1995-1996, compte tenu de l'acompte déjà versé de 1 199 415 \$, en une seule tranche à compter de la date du présent décret;

— un montant de 877 450 \$ représentant 25 % de la subvention de fonctionnement autorisée pour l'exercice financier 1995-1996 de la Société, en octobre 1996, sous réserve des disponibilités budgétaires, à titre

d'acompte sur la subvention de fonctionnement pour l'exercice financier 1996-1997 de la Société.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
MICHEL CARPENTIER

25300

Gouvernement du Québec

### **Décret 374-96, 27 mars 1996**

CONCERNANT l'octroi d'une subvention de 3 358 400 \$ à la Société du Grand Théâtre de Québec

ATTENDU QUE la Société du Grand Théâtre de Québec est un organisme constitué par la Loi sur la Société du Grand Théâtre de Québec (L.R.Q., c. S-14.01);

ATTENDU QU'en vertu de l'article 23 de la loi, le gouvernement peut déterminer les conditions de toute subvention qu'il accorde à la Société pour pourvoir, en totalité ou en partie, au paiement en capital et intérêts de tout emprunt ou autre obligation de la Société;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 25 de la loi, l'exercice financier de la Société commence en septembre de chaque année et, en conséquence, il ne correspond pas à celui du gouvernement;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 32 de la loi, les sommes reçues par la Société doivent être affectées au paiement de ses obligations et le solde en est versé annuellement au fonds consolidé du revenu;

ATTENDU QUE les obligations de la Société, pour équilibrer les revenus et les dépenses de fonctionnement, sont évaluées à 3 358 400 \$ pour son exercice financier 1995-1996, soit du 1<sup>er</sup> septembre 1995 au 31 août 1996;

ATTENDU QU'il est possible pour le ministère de la Culture et des Communications de satisfaire ces besoins financiers sur deux exercices financiers gouvernementaux;

ATTENDU QUE la Société a généré un excédent accumulé de 159 219 \$ au 31 août 1995;

ATTENDU QU'il y a lieu en outre de prévoir le versement d'un acompte au début de l'exercice financier 1996-1997 de la Société du Grand Théâtre de Québec afin de permettre à la Société de rencontrer ses obligations avant l'approbation de sa subvention finale pour 1996-1997;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre de la Culture et des Communications:

QUE la ministre de la Culture et des Communications soit autorisée à verser à la Société du Grand Théâtre du Québec:

— pour l'exercice financier 1995-1996, soit du 1<sup>er</sup> septembre 1995 au 31 août 1996, une subvention de fonctionnement de 3 358 400 \$, dont 1 710 200 \$ au cours de l'exercice financier gouvernemental 1995-1996 et 1 648 200 \$ au cours de l'exercice financier gouvernemental 1996-1997;

— le solde de 411 881 \$ de la subvention de 1 710 200 \$ autorisée pour l'exercice financier gouvernemental 1995-1996, compte tenu de l'acompte déjà versé de 1 139 100 \$ en vertu du décret 373-95 du 22 mars 1995 et de l'excédent accumulé de 159 219 \$ de la Société au 31 août 1995, en une seule tranche à compter de la date du présent décret;

— un montant représentant 25 % de la subvention de fonctionnement autorisée pour l'exercice financier 1995-1996 de la Société, en octobre 1996, sous réserve des disponibilités budgétaires, à titre d'acompte sur la subvention de fonctionnement pour l'exercice financier 1996-1997 de la Société.

*Le greffier du Conseil exécutif,*  
MICHEL CARPENTIER

25301

Gouvernement du Québec

### **Décret 375-96, 27 mars 1996**

CONCERNANT la cession du Blockhaus de Lacolle, par la Société de développement des entreprises culturelles, en faveur de la Corporation municipale de Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix

ATTENDU QUE la Société de développement des entreprises culturelles, ci-après appelée « la Société », est instituée par la Loi sur la Société de développement des entreprises culturelles (1994, c. 21);

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe 2<sup>o</sup> de l'article 25 de cette loi, la Société doit obtenir l'autorisation du gouvernement pour acquérir des immeubles ou en disposer;